

dans le cadre de relations mieux équilibrées et plus saines avec les États-Unis. Il suffit d'examiner la situation, géopolitique du Canada pour constater que ses liens avec les États-Unis constitueront toujours l'aspect le plus important de sa politique étrangère. Et nous sommes loin de déplorer cette situation: nonobstant l'éveil national des dernières années, le Gouvernement canadien est pleinement conscient des avantages plutôt extraordinaires que le Canada retire de son voisinage avec les États-Unis et des liens traditionnellement étroits qui l'unissent à ce pays.

Considérons un domaine précis qui nous intéresse et nous préoccupe réciproquement: les investissements. Je sais que les États-Unis expriment quelque inquiétude relativement aux mesures que nous avons prises en vue d'examiner l'investissement étranger au Canada. De même, nous sommes conscients du fait que les Américains sont actuellement, et de loin, le groupe le plus imposant d'investisseurs étrangers au Canada. C'est pourquoi je veux expliquer ici la nature des mesures que nous avons prises en vue d'examiner l'investissement étranger, et ce qui a motivé notre action.

L'accroissement rapide de l'investissement étranger direct au Canada est principalement un phénomène des années postérieures à 1950. De 1950 à 1970, la valeur comptable de l'investissement étranger direct est passée de \$4 à \$26.5 milliards. Des résidents de la Grande-Bretagne détiennent 10 p. 100 de l'investissement total au pays et les autres pays européens et le Japon en possèdent un autre 10 p. 100; les États-Unis contrôlent le reste, soit 80 p. 100.

On estime que des résidents de pays étrangers contrôlent près de 60 p. 100 de nos industries manufacturières, environ la moitié de nos mines et de notre métallurgie et un peu plus des trois quarts de nos industries de pétrole et de gaz naturel. Dans certains secteurs de l'économie tels les produits chimiques, les automobiles, les ordinateurs, l'équipement de transport et la machinerie, le contrôle étranger va de 80 p. 100 à plus de 90 p. 100. Le degré de contrôle étranger sur l'industrie est en fait beaucoup plus élevé au Canada que dans n'importe quel autre pays industrialisé.

Par le passé, la politique canadienne en matière d'investissements étrangers a été ouverte et réceptive. Contrairement à plusieurs pays, nous n'avons pas de mécanismes de contrôle et de vérification du rythme des investissements. En fait, le Canada encourageait l'investissement étranger le plus possible, reconnaissant qu'il était absolument essentiel à son développement économique.